

Il faut dire non au projet de pipe-line gazier et à l'usine de liquéfaction

Le projet GNL Québec ne devrait jamais se réaliser. Mon nom est Marie-Christine Paret, résidente de Montréal, 78 ans, militante d'aucune organisation environnementale ou non, simple citoyenne préoccupée par l'avenir de notre société dans un monde qu'il est maintenant impératif de protéger. Les décisions que nous allons prendre ici auront des conséquences déterminantes pour tous.

Ainsi je crois qu'il est de mon devoir de manifester clairement que le projet de pipe-line gazier et d'usine de liquéfaction m'apparaît inacceptable, après avoir pris connaissance, sérieusement, d'un nombre important de documents se rapportant à la question (dont certains mentionnés plus bas).

Il me semble indispensable de mettre l'accent sur quelques-uns des problèmes les plus graves qui rendent le projet dangereux pour la population du Québec et du Canada, sans réel bénéfice par ailleurs.

Un tel projet est effrayant si l'on considère les répercussions qu'il aura automatiquement sur les émissions de gaz à effet de serre. Nous devons sérieusement penser à ce que va devenir le monde pour nos enfants si le Québec et le Canada continuent dans la voie du développement des énergies fossiles, nous qui sommes déjà un des pays les plus polluants au monde.

Cela reviendrait à encourager d'une part l'extraction du gaz par fracturation ou d'autres moyens en Alberta et des émissions de méthane générées durant la production, mais aussi le transport et le traitement (sans compter les dégâts à l'environnement déjà énormes en Alberta). D'autre part en plus des émissions lors de la liquéfaction du gaz naturel pour l'exportation, cela exigerait la construction d'un pipeline gazier de 780 km, d'une usine de liquéfaction du gaz (GNL) et d'un terminal maritime d'exportation par super-méthaniers.

Ce vaste projet pour exporter le gaz fossile en provenance de l'Ouest canadien passerait par l'Abitibi-Témiscamingue, la Haute-Mauricie, le Lac-St-Jean et le Saguenay, ainsi que par le fjord du Saguenay et le Saint-Laurent. Et ceci pour rejoindre les marchés internationaux. Le passage de 150 à 200 navires-citernes supplémentaires par année s'ajouterait à la circulation actuelle.

Les impacts cumulés de la combustion et des fuites du gaz fossile en font une énergie aussi néfaste pour le climat que les autres hydrocarbures. Or la science est claire : 50% des réserves de gaz doivent rester enfouies dans le sol pour limiter les changements climatiques. Nous ne pouvons pas construire de nouvelles infrastructures de ce type pour produire et consommer plus d'énergies fossiles. Le plus récent rapport du GIEC insiste sur le fait que nous avons 11 ans pour agir et éviter le pire ! Le temps presse.

Ce projet accentuerait la crise climatique que nos enfants subiront de plein fouet. De sa production à son exportation, il serait désastreux en soi, sans compter les effets néfastes sur la navigation, la biodiversité, le tourisme dans toutes ces régions, et les risques d'accident nuisibles à l'environnement sur son parcours.

Ce projet n'a rien d'une énergie de transition, il ne s'inscrit pas dans la nécessaire limitation des GES vers laquelle nous devons tendre. Ce serait une honte pour le Québec, le Canada et sa population.

Je ne peux faire autrement que de considérer qu'il est de mon devoir de le dénoncer, même si je suis une vieille dame.

Marie-Christine Paret

Retraitée

Professeur honoraire de l'Université de Montréal